

Le coût de la vie

Objekttyp: **Index**

Zeitschrift: **Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse**

Band (Jahr): **18 (1926)**

Heft 4

PDF erstellt am: **12.07.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Notices

A propos du voyage d'étude en Russie.

La question de l'envoi d'une délégation en Russie a laissé les milieux ouvriers de la Suisse assez froids. Malgré l'invitation de l'Union syndicale de Lausanne, les organisations ouvrières des autres centres de la Suisse romande n'y ont pas porté beaucoup d'intérêt; même une pressante démarche d'un délégué, venu tout exprès de Belgique, n'a pas réussi à leur faire changer d'opinion. Cette sage attitude ne convient pas à chacun. La rédaction du *Travail*, imitant en cela la *Tagwacht*, croit devoir ajouter à l'information relative à la décision prise à ce sujet par la commission syndicale, décision que nous mentionnons par ailleurs dans le présent numéro, les lignes suivantes:

« Pour nous, nous avons quelque peu de peine à comprendre l'attitude des dirigeants de l'U.S.S. Les Trades-Unions anglaises n'ont pas eu les mêmes scrupules.

L'occasion se présente de se rendre compte de visu de ce qu'est la situation en Russie; les ouvriers, dans leur majorité, estiment qu'il faut y aller.

Nous croyons cependant savoir que l'U.S.S. n'exclut pas la possibilité d'un voyage en Russie, mais qu'elle n'entend pas céder à des pressions extérieures. »

Que la rédaction du *Travail* ait de la peine à comprendre notre attitude, c'est bien possible, nous ne la surprendrons pas en lui disant que nous ne comprenons pas toujours la sienne non plus. Mais où elle s'abuse un peu, c'est lorsqu'elle affirme que « les ouvriers, dans leur majorité, estiment qu'il faut y aller ». Que ne s'est-elle informée à Genève même auprès des ouvriers? Ignore-t-elle que les ouvriers organisés de Genève, comme ceux de Berne et d'ailleurs encore, furent en très grande majorité opposés à un voyage de ce genre? Les décisions de leurs assemblées en font foi.

Les « Trades-Unions anglaises n'ont pas eu les mêmes scrupules, » dites-vous. C'est vrai, mais ce n'est pas une raison pour que les organisations ouvrières de Suisse se prêtent à cette comédie. C'est également la pensée du parti socialiste russe, qui a adressé au comité exécutif du *Labour Party* et au conseil général des *Trades-Unions* une lettre de protestation contre l'attitude de la délégation des syndicats anglais en Russie:

« Cette délégation, dit la lettre, ne s'est pas bornée à étudier les questions syndicales, mais a fait aussi des manifestations politiques. Ne connaissant ni le pays, ni la langue russe, les délégués anglais, pendant leur court séjour en Russie, n'ont rien fait pour entrer en rapport avec les militants socialistes et syndicalistes russes persécutés par le gouvernement. Ils se sont complètement fiés au gouvernement soviétique et « sont devenus, malgré leur volonté, les instruments de sa propagande ».

« Ne comprenant pas sa situation véritable, la délégation a voulu jouer le rôle d'un juge suprême dans toutes les questions politiques. » Mais elle n'a rencontré que les communistes, les ex-mencheviks, qui avaient capitulé devant le gouvernement et certains ouvriers neutres, qui n'osaient pas parler, par crainte de répression, devant les étrangers.

« Ne comprenant pas cela, la délégation, au lieu de réunir les documents sur la situation russe, a commencé immédiatement (dès les premiers jours) à faire des déclarations qui nous étonnent énormément. Sans avoir étudié le système électoral, sans avoir remarqué l'absence complète de presse indépendante, la délégation anglaise affirme que les ouvriers russes sont dévoués au gouvernement bolchéviste. Confiante dans l'impression extérieure produite par des cortèges officiels, la

délégation n'a pas aperçu l'oppression économique, le chômage, l'espionnage général et la terreur politiques dans lesquelles vit toute la population. Ne connaissant pas la misère profonde du peuple, elle a fait des déclarations optimistes sur les conditions matérielles de vie. Ne connaissant pas le mécanisme intérieur des organisations ouvrières dirigées despotiquement par les communistes, elle chante les louanges des « succès » extraordinaires des syndicats russes. »

L'attitude de la délégation en Géorgie est tout simplement indécente.

Pas un seul mot sur la terreur, sur l'exécution des militants ouvriers arrêtés longtemps avant l'insurrection. Pas un mot sur les centaines de fusillés. C'est une intervention en faveur des vainqueurs.

Bien que le parti ouvrier anglais et les Trades-Unions soient fiers des conquêtes anglaises dans le domaine des libertés politiques, leur délégation a cependant approuvé le système despotique en Russie et a condamné la lutte du socialisme russe pour la liberté politique, dont le peuple russe n'a pas un besoin moindre que n'importe quel autre peuple. »

Que dirait la rédaction du *Travail* si des délégations ouvrières allaient en Italie, par exemple, faire une enquête sur les libertés syndicales, sans connaître la langue du pays et en se faisant piloter et renseigner par le gouvernement fasciste?

Il n'en est pas autrement en Russie. D'ailleurs, personne n'y peut aller librement; le député belge Piérard, les mineurs allemands et tant d'autres en savent quelque chose. La brochure, que F. Adler, le secrétaire de l'Internationale socialiste a écrite à ce sujet, est aussi des plus suggestives.

Pour le moment, la documentation fournie sur la Russie par le Bureau international du travail et les renseignements donnés par la presse soviétique elle-même, suffisent amplement à satisfaire notre curiosité.

Quand toutes libertés et toutes garanties seront données à ceux qui voudront faire une enquête sérieuse en Russie, ce sera toujours assez tôt de l'envisager pour autant qu'on en éprouvera le besoin. *Ch. Schürch.*



Le coût de la vie

(calculé sur la base de l'index fédéral d'entente)

	Index pour l'alimentation, le combustible, le vêtement et le loyer			
	Office fédéral du travail	Offices locaux de statistique		
		Berne	Zurich	St-Gall
1914 Juin	100	100	100	100
1916 Moyenne annuelle	—	128	126	—
1918 »	—	201	197	—
1920 »	—	223	223	—
1921 »	—	204	203	—
1922 »	—	170	169	—
1923 »	—	173	168	—
1924 »	—	177	171	—
1925 Janvier	100	178	173	165
1925 Mars	100	178	171	163
1925 Mai	168	175	170	161
1925 Juillet	168	175	170	163
1925 Septembre	168	176	171	163
1925 Novembre	167	175	169	162
1926 Janvier	166	173	168	160
1926 Février	164	172	167	159